



Conseil Economique
et Social

Distr.
LIMITEE

E/1997/L.37
15 juillet 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Session de fond de 1997
Genève, 30 juin - 25 juillet 1997
Point 6 i) de l'ordre du jour

QUESTIONS DE COORDINATION, QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME
ET AUTRES QUESTIONS : PROCLAMATION D'ANNEES INTERNATIONALES

Afrique du Sud, Algérie*, Argentine, Bangladesh, Brésil, Cap-Vert, Chili, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte*, El Salvador, Ethiopie*, Gabon, Ghana*, Guatemala*, Guinée*, Haïti*, Israël*, Jamaïque, Kenya*, Maroc*, Mozambique, Namibie*, Nigéria*, Ouganda, Pérou*, République démocratique du Congo*, République-Unie de Tanzanie*, Sénégal*, Soudan, Swaziland*, Togo, Tunisie, Turquie, Uruguay*, Venezuela*, Zambie, Zimbabwe* : projet de résolution

Proclamation de l'an 2000 "Année internationale
de la culture de la paix"

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 50/173 de l'Assemblée générale du 22 décembre 1995 intitulée "Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme : vers une culture de la paix" par laquelle l'Assemblée générale se félicitait de l'adoption par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture d'un projet transdisciplinaire intitulé "Vers une culture de la paix",

* Conformément à l'article 72 du règlement intérieur du Conseil économique et social.

Rappelant également la résolution 51/101 de l'Assemblée générale du 12 décembre 1996 relative à une culture de la paix, par laquelle l'Assemblée générale appelait à oeuvrer pour une culture de la paix fondée sur le préambule de la Charte des Nations Unies et sur les buts et principes des Nations Unies,

Exprimant sa profonde préoccupation devant la persistance et la prolifération de la violence et des conflits de nature diverse dans différentes régions du monde,

Soulignant les liens entre la paix et le développement et la nécessité d'une culture de la paix susceptible de conduire, par le biais de l'éducation, de la science et de la communication, au respect de tous les droits de l'homme et à la promotion de la démocratie, de la tolérance, du dialogue, de la réconciliation et de la solidarité, ainsi qu'à la coopération et au développement économique internationaux et, par conséquent, au développement humain durable,

Conscient de la nécessité de mobiliser l'opinion publique aux niveaux national et international afin d'instaurer et de promouvoir une culture de la paix, ainsi que du rôle central que pourrait jouer le système des Nations Unies à cet égard,

Ayant présent à l'esprit le Mémoire d'accord entre le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, signé à Paris le 19 octobre 1995,

Convaincu qu'une année internationale de la culture de la paix au tournant du millénaire permettrait de stimuler les efforts de la communauté internationale dans la voie de l'instauration et de la promotion d'une culture de la paix qui ait un caractère de pérennité,

1. Recommande à l'Assemblée générale de proclamer au cours de sa cinquante-deuxième session l'an 2000 Année internationale pour la culture de la paix;

2. Recommande également que le programme d'activité et la définition du champ d'action de cette année internationale mettent l'accent sur le respect de la diversité culturelle ainsi que sur la promotion de la tolérance, de la solidarité, de la coopération, du dialogue et de la réconciliation et se fondent sur des activités aux niveaux national et international;

3. Recommande en outre que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture soit désignée comme organe de liaison de cette année et assume la responsabilité et la coordination des aspects interorganisationnels des programmes et des activités des autres organismes du système des Nations Unies et des autres organisations intéressées, ainsi que de la mobilisation des ressources nécessaires pour répondre aux besoins budgétaires de l'Année;

4. Prie l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture de soumettre au Conseil à sa session de fond de 1998 un rapport sur l'état d'avancement des préparatifs de l'Année afin de lui permettre de présenter les propositions appropriées à l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session.
